



Agence Française
de Développement
Appui à la Gestion des
Connaissances (AGC)
Direction de la Stratégie
Département de la Recherche
5, rue Roland Barthes
75012 Paris / France
www.afd.fr

kaléidoscope

Dans ce numéro

DEFIS MONDIAUX

- Migrations
- Post-conflit

GEOGRAPHIES

- Turquie
- Afrique du Sud

ORGANISATIONS

- Mercosur
- Religions

DEBATS SUR L'AIDE ■ Ideas for Development ■ Aid for Trade at a Glance 2007 ■ Civil Society and Aid Effectiveness

A NE PAS MANQUER ■ Dynamiques entrepreneuriales & développement économique ■ L'avenir hypothéqué. Comment les accords commerciaux et d'investissement conclus entre les pays pauvres sapent le développement ■ Le don est-il une notion de gestion ?

Editorial

Quelle microfinance pour l'agriculture des pays en développement ?

Paris (France) ■ 4 - 6 décembre 2007

Pour la communauté internationale, l'accès au financement en milieu rural est une des conditions indispensables pour moderniser l'agriculture et aider à la réduction de la pauvreté.

A cet effet, ce colloque international, organisé par l'Institut de la Gestion Publique et du Développement Économique (IGPDE) et la Fondation pour l'Agriculture et la Ruralité dans le Monde (FARM), réunit des responsables paysans, des financiers, des chercheurs, des représentants d'institutions internationales et de gouvernements.

Si la microfinance suscite de nombreux débats, son impact sur l'agriculture est très peu traité. Les institutions de microfinance sont présentes en milieu rural mais répondent mal et insuffisamment à la demande agricole.

Le financement des agricultures familiales des pays du Sud doit répondre à leurs spécificités. Les activités agricoles sont caractérisées par des cycles longs, un degré de risque élevé ; elles ont une rentabilité variable et leurs besoins en financements sont concentrés sur des périodes précises, tout comme la disponibilité de liquidités pour le remboursement. Les prêts à l'agriculture, accordés par ces organismes prometteurs, restent souvent minoritaires, tant les spécificités de l'agriculture exigent une approche et des moyens adaptés, qu'il s'agisse des risques climatiques ou économiques, de la dispersion des emprunteurs ou de la faible rentabilité de l'activité. Dans ce contexte, les financements proposés par

la microfinance correspondent-ils réellement aux besoins des familles paysannes du Sud ?

Cette réunion comporte trois sessions plénières et six ateliers qui s'interrogeront sur les questions suivantes :

- Quelles réponses la microfinance apporte-t-elle aux besoins des agriculteurs ?
- Quel est l'impact de la microfinance sur les activités économiques ?
- Quelles politiques publiques pour le financement de l'agriculture ?

Les ateliers travailleront également sur des aspects précis, tels que les caractéristiques des outils financiers agricoles, l'existence d'un modèle institutionnel de référence pour l'agriculture et les services non financiers liés à l'agriculture.

Les participants à ce colloque ont pour objectifs de faire le bilan des expériences existantes et d'apporter des propositions permettant à la microfinance de mieux prendre en compte le secteur agricole. Des exemples concrets, trop méconnus, en Afrique, à Madagascar, en Asie, en Amérique latine témoigneront du réalisme de cette ambition pour autant que les organisations agricoles, les réseaux de microfinance et les pouvoirs publics réunissent leurs efforts durablement. L'essor de la microfinance devrait contribuer à combattre l'exclusion des systèmes bancaires dont est victime l'écrasante majorité des agriculteurs des pays en développement.

Défis mondiaux

Migrations

L'ouvrage

Perspectives des migrations internationales 2007

Organisation de Coopération et de Développement Economiques, 2007, 250 p. - **Cote H2.061**

Cet ouvrage analyse les développements récents des mouvements et des politiques migratoires dans les pays de l'OCDE. Il souligne l'importance croissante prise par les flux de travailleurs immigrés hautement qualifiés, de travailleurs temporaires et d'étudiants. Il met en évidence l'augmentation des flux d'immigrés en provenance d'Inde, de Chine, d'Europe de l'Est et d'Afrique et confirme la tendance à la féminisation des flux. L'ouvrage présente également les politiques migratoires visant à améliorer la gestion des flux, et notamment accroître la sélectivité des recrutements en fonction des besoins du marché du travail. Il décrit les mesures prises pour faciliter l'intégration des immigrés depuis leur accueil jusqu'à l'accès à la citoyenneté. La coopération internationale pour améliorer le contrôle des frontières et lutter contre l'immigration irrégulière fait l'objet d'une analyse détaillée. Un éclairage particulier est apporté sur l'impact de l'élargissement de l'Union européenne sur les flux de travailleurs immigrés à destination des pays de l'OCDE. Des notes par pays sont fournies, accompagnées de tableaux standardisés, décrivant les développements récents dans le domaine des mouvements et des politiques migratoires, ainsi qu'une annexe statistique contenant des données sur les flux, les effectifs d'immigrés, d'étrangers et les naturalisations.

Le rapport web

Poverty, Gender and Human Trafficking in sub-Saharan Africa: Rethinking Best Practices in Migration Management

Truong, T. D., 2006, 141 p.

Ce rapport propose une analyse critique des liens existant entre pauvreté, genre et trafic d'êtres humains en Afrique subsaharienne. Il estime que la pauvreté est l'un des premiers facteurs qui conduit, en particulier les femmes et les

enfants, à devenir victimes du trafic. Et comme ce trafic les maintient dans la pauvreté, un cercle vicieux se perpétue. L'auteur affirme que le sujet est mal compris, en dépit des nombreuses informations sur l'ampleur du phénomène. Il déplore l'absence de consensus qui devrait naître des connaissances issues de l'intersection des thèmes des migrations et du trafic. Ce rapport met en cause les programmes d'ajustement structurel en montrant l'absence de convergence de vues sur le rapport entre croissance économique et pauvreté qui fragilise les choix en matière d'action collective. Il souligne également les effets négatifs du démantèlement des systèmes de soins sur le niveau de vie en Afrique subsaharienne, qui renforce l'incitation à migrer. Le rapport cite enfin l'expérience d'organisations qui travaillent sur le sujet en adoptant une approche holistique.

L'article

Libéralisme, immigration et culture

Ruegger, M., *Raisons Politiques*, n° 26, 2007, 24 p.

Un Etat libéral peut-il légitimement apporter des restrictions à l'immigration, c'est-à-dire à la liberté de mouvement des individus, par souci de préserver sa propre culture nationale ? De manière plus spécifique encore, peut-il sélectionner les candidats à l'immigration en fonction de leur origine culturelle en privilégiant ou décourageant l'immigration de certaines personnes au motif de leur proximité ou de leur éloignement supposé avec la culture dominante au sein de l'Etat ? Afin de répondre à ces questions, l'article identifie tout d'abord les valeurs de l'appartenance culturelle et de l'autodétermination démocratique comme les deux fondements possibles de l'affirmation d'un droit de restreindre l'immigration sur une base culturelle. Il examine ensuite dans quelle mesure la morale politique libérale peut reconnaître ces valeurs et en déduire des restrictions à la liberté de mouvement des individus. Sa conclusion est que le type d'appartenance culturelle, auquel le libéralisme peut reconnaître une valeur, ne peut pas servir de base à la justification d'une restriction à l'immigration.

Défis mondiaux

Post-conflit

L'ouvrage

After Mass Crime Rebuilding States and Communities

Pouliny, B. ; Chesterman (de), S. ; Schnabel, A., 2007, 340 p. - Cote E2.242

Lorsque la communauté internationale intervient à la suite de périodes de violence de masse, elle a tendance à mettre l'accent sur la justice et les processus de réconciliation, les élections et le développement institutionnel. Le cadre de référence se situe au niveau de l'Etat. Or, cette expérience concerne tout autant la communauté et les individus. On n'accorde pas assez d'importance aux transformations radicales de leurs systèmes de croyances et codes de conduite qu'induit l'expérience de la violence de masse. Cet ouvrage cherche à combler ce manque. S'appuyant sur les cas choisis dans l'histoire ou l'actualité (Bosnie-Herzégovine, Burundi, Cambodge, Indonésie, Pérou et Rwanda), les auteurs examinent l'impact du crime de masse sur les individus, la société au sens large et les organisations impliquées dans la fourniture d'aide en phase post-conflit. Tandis que les acteurs extérieurs ont un rôle délicat dans ce processus, le plus difficile incombe à ceux qui « ramassent les morceaux » d'une communauté qui s'est retournée contre elle-même.

Le rapport web

Agricultural rehabilitation: lapping the linkages between humanitarian relief, social protection and development

Longley, C. ; Christophos, I. ; Slaymaker, T. , 2006, 69 p.

Ce papier s'intéresse à la question des conditions de vie des populations rurales des pays en sortie de crise. En particulier, il se demande comment la communauté internationale pourrait, au lieu de conventionnellement fournir des graines et des outils, s'intéresser à la vulnérabilité des conditions de vie de ces populations. Il examine d'une manière pratique et théorique, dans quelle mesure les programmes de reconstruction destinés au secteur de l'agriculture peuvent contribuer à relier aide humanitaire, protection sociale et développement à long terme grâce à des

L'AGENDA

- 4-6 décembre 2007 - Colloque international sur la microfinance pour l'agriculture dans les PED, Farm, IGPDE
- 8 décembre 2007 - 1ère édition du Jour de la Forêt : la forêt et les changements climatiques CIFOR, Bali, Indonésie
- 10 décembre 2007 - Journée internationale des Droits de l'Homme
- 10-11 décembre 2007 - Politiques urbaines et citoyenneté, conférence internationale organisée par l'Unesco, Lyon, France
- 12-13 décembre 2007 - Colloque international « La santé pour le développement, défis et responsabilités », Paris, France
- 18 décembre 2007 - Journée internationale des migrants

actions de soutien compatibles avec des principes humanitaires, de maintien des niveaux de vie et de respect des droits de l'homme.

L'article

Rehabilitating Health Systems in Post-Conflict Situations

Waters, H. ; Garrett, B. ; Burnham, G. , Research Paper, 2007, 32 p.

En dépit de la difficulté à réunir des statistiques précises sur le sujet dans des situations de post-conflit, il est parfaitement clair qu'il existe une détérioration des conditions de santé des populations au cours et à l'issue des conflits. Mortalité et morbidité excessives, populations déplacées, et vulnérabilité aux maladies contagieuses sont autant de raisons de militer pour l'aide d'urgence et la restauration des services de base. Dans la mesure du possible, l'aide à court terme et les programmes d'aide devraient être mis en oeuvre d'une manière compatible avec la réhabilitation des systèmes de santé à plus long terme. Ce rapport présente un cadre d'analyse des programmes de reconstruction post-conflit pour ce qui concerne le secteur de la santé. Il s'articule autour de trois principes : réponse aux besoins immédiats ; réhabilitation ou établissement d'un ensemble de services essentiels ; reconstruction du système de santé.

Géographies

Turquie

L'ouvrage

Générations démocrates : les élites turques et le pouvoir

Monceau, N., 2007, 450 p. - Cote PTR.019

L'auteur de cet ouvrage donne une explication originale de deux histoires imbriquées mais très difficiles : celle des intellectuels et de la politique, celle de la Turquie et de l'Europe. On aura une idée plus claire de ce qui associe ou dissocie les valeurs réformatrices locales et les valeurs unificatrices européennes. On comprendra mieux les ressorts de l'engagement, les conditions dans lesquelles se pose le problème de la démocratie et les attitudes envers l'Europe. On en saura beaucoup plus sur la Turquie elle-même ! L'innovation réside dans la découverte de ces générations politiques successives, chacune façonnée par l'un des coups d'État militaires qui se sont succédé depuis la fin de la seconde guerre mondiale. En dépit de la modestie de l'auteur, elle marque ainsi le lancement d'un nouveau débat sur la meilleure façon d'analyser la Turquie contemporaine.

Le rapport web

The Turkish Pension System : Further Reforms to Help Solve the Informality Problem

Brook, A.M. ; Withhouse, E., 2006, 28 p.

La récente réforme de la sécurité sociale a amélioré largement la viabilité à long terme du système de retraite. Cependant, la structure de ce dernier reste un important obstacle à une expansion plus rapide de l'économie formelle pour deux raisons. Premièrement, du fait des incitations à une retraite anticipée, de nombreux travailleurs du secteur formel continuent à rejoindre le secteur informel, souvent entre 40 et 45 ans. Alors que les nouveaux entrants dans le marché du travail prendront leur retraite à un âge bien plus élevé, les politiques concernant les travailleurs déjà actifs sont coûteuses pour les finances publiques, ne sont pas équitables et nourrissent le secteur informel. Deuxièmement, même lorsque le passage aux

nouvelles règles régissant les retraites sera achevé, les taux de remplacement nets seront encore très généreux par rapport aux niveaux observés dans la zone OCDE, avec des taux de cotisation élevés qui dissuadent les entreprises du secteur formel d'employer une main-d'œuvre peu qualifiée. En conséquence, la poursuite de la réforme des retraites est fondamentale pour surmonter ce dualisme économique.

L'article

Le poids de la Turquie en Europe

Allemand, F., *Futuribles*, n° 318, avril 2006, pp.13-29

Indépendamment du débat politique relatif à la légitimité d'une entrée de la Turquie dans l'Union européenne, l'auteur de cet article analyse quelles pourraient être les répercussions de son éventuelle intégration sur le fonctionnement institutionnel européen, du simple fait de son poids démographique. Celui-ci évalue quel serait le poids de ce pays, à l'horizon 2025, en nombre de votes, au conseil des ministres, au parlement européen et dans diverses autres instances, dans le contexte d'une Europe élargie et dans l'hypothèse d'un maintien des dispositions régissant actuellement le processus de décision. La Turquie aurait effectivement le poids décisionnel d'un grand pays à l'instar des quatre « grands » Etats membres actuels (Allemagne, France, Italie, Royaume Uni) qui eux, verraient alors leur poids relatif diminuer. Mais d'une part, cette baisse de poids relatif des quatre grands actuels s'inscrirait dans la tendance générale depuis une trentaine d'années. D'autre part, le poids important de la Turquie ne préjugerait pas de son influence réelle sur le processus de décision, l'expérience montrant que les grands pays suscitent une certaine méfiance qui se traduit souvent par des mises en minorité (S.D)

Géographies

Afrique du Sud

L'ouvrage

La nouvelle Afrique du Sud à la croisée des chemins

Fritz, G. ; Dissez, A. ; Fritz, J.-C. ; Dika, P.-P. ; Derens, J., 2007, 203 p. - Recherches internationales, n° 78

Ce dossier présente un panorama de la situation politique et économique du pays et de ses diverses évolutions depuis la fin de l'apartheid à travers les articles suivants : La transition en Afrique du Sud ; La crise politique au sein du gouvernement sud-africain : jeux et enjeux ; Restructuration territoriale et identités sociales dans la nouvelle Afrique du Sud ; L'Afrique dans la politique étrangère de la nouvelle Afrique du Sud ; La fin de l'apartheid : dix ans après.

Le rapport web

Season of Hope: Economic Reform under Mandela and Mbeki

University of Kwazulu-Natal (South Africa) /International Development Research Centre, 2006, 304 p.

Lorsque le Congrès national africain (ANC) a remporté les premières élections démocratiques en 1994, l'Afrique du Sud était une des sociétés les plus inégalitaires du monde. Comment une organisation politique sans aucune expérience préalable de gouvernement et peu assurée sur le terrain des politiques économiques pouvait-elle accomplir à la fois une transition paisible vers la démocratie et mener l'Afrique du Sud sur la voie d'un développement économique et d'une croissance soutenue ? Cet ouvrage est le compte-rendu d'un initié, au fait de la façon dont le gouvernement de l'ANC a fait face à l'énorme tâche de redressement économique, dès son entrée en fonction et tout au long de la présidence de Nelson Mandela et du premier mandat du président Thabo Mbeki. L'ouvrage analyse l'héritage économique de l'apartheid et l'évolution de la politique économique de l'ANC. Il examine les impératifs pressants de la mondialisation et de la politique commerciale et

L'AGENDA

- 8-9 décembre 2007 - Sommet Union africaine, Union européenne, Lisbonne, Portugal
- 10-11 décembre 2007 - 4ème conférence des Directeurs d'eau des pays euro-méditerranéens et de l'Europe du Sud, EU Water Initiative (EUWI), Ljubjana, Slovénie
- 10-11 décembre 2007 - Energies et industries lourdes : maîtrise du risque technologique et environnemental-UBIFRANCE/Equipe opérationnelle du pôle grand Sud, Tunis, Tunisie
- 10-12 décembre 2007 - Transports et logistique : rencontres industrielles franco-chinoises, UBIFRANCE/SPIT, Shanghai, Chine
- 10 janvier 2008 - Conférence SBO-MED, Forum International du Réseau/SD-MED, Athènes, Grèce

industrielle, l'évolution du marché de l'emploi et l'insertion des Noirs dans l'économie, les « deux économies » et les mesures pour combattre la pauvreté et les inégalités parmi les Sud-Africains.

L'article

L'Afrique du Sud, entre laboratoire et exemple

Bouchacourt, L. / Bouchacourt, D., Futuribles, n° 335, 2007, pp.37-48

Après une présentation des principales caractéristiques socio-économiques de ce pays, les auteurs examinent en détail la stratégie de discrimination positive qui a servi de fil conducteur au gouvernement sud-africain pour rendre à la population noire la place qui lui revient dans l'économie nationale, et faire en sorte de réduire les inégalités sociales. Comme ils le soulignent, les deux instruments de cette politique volontariste, le *Black Economic Empowerment* suivi du *Broad-Based Black Economic Empowerment*, sont utilisés de manière très pragmatique, à partir de moyens d'action immédiats, rapidement remis en question s'ils se révèlent impropres à répondre aux objectifs de long terme qui ont été fixés. Ce pragmatisme, la maturité politique avec laquelle le gouvernement sud-africain fait évoluer le pays, et la forte imbrication des sphères politique et économique constituent des éléments exemplaires qui font de l'Afrique du Sud un laboratoire et un modèle pour les pays émergents.

Organisations

Mercosur

L'ouvrage

Pour une autre intégration sud-américaine : critiques du Mercosur néolibéral

Saludjian, A., 2006, 276 p. - Cote ZAL.002

Cet ouvrage aborde le problème de la volatilité de la croissance depuis une vingtaine d'années et de la forte vulnérabilité sociale dans les principaux pays d'Amérique du Sud, en particulier le Brésil et l'Argentine. Il traite également de l'intégration économique régionale comme voie de développement durable et équitable et analyse les conséquences selon l'auteur, de l'échec du Mercosur, expérience latino-américaine d'intégration régionale ouverte. L'auteur propose des pistes pour ne pas rester à la merci des fluctuations de l'économie capitaliste mondiale à l'heure de la globalisation financière et atteindre une régionalisation avec l'homogénéité sociale comme priorité politique.

Le rapport web

No Doha Round, no EU-Mercosur Negotiations ?

Chaire Mercosur de Sciences PO, 2006, 129 p.

Les négociations sur les échanges commerciaux entre l'Union européenne et le Mercosur durent depuis près de dix ans sans qu'aucune sorte d'accord ne se profile à l'horizon. Après l'échec d'octobre 2004, ces deux organisations ont attendu qu'une nouvelle impulsion soit donnée en coordination avec le calendrier de l'OMC. Désormais, avec la quasi suspension du Cycle de Doha, et la réelle possibilité que cela dure encore pendant au moins deux années supplémentaires, les négociations entre l'Europe et le Mercosur ont une chance de reprendre, étant donné le contexte d'un intérêt renouvelé pour les accords bilatéraux. Le but de cet atelier est de reconsidérer les chances de dépasser la date butoir fixée par l'Union européenne et le Mercosur et surmonter l'évident sentiment de lassitude qui a gagné chacune des

deux parties. Or, après tant d'années de discussions et avec les énormes changements intervenus dans l'économie et le commerce mondial, quel peut être l'avenir de cet éventuel accord régional ? Quel sera l'impact de la nouvelle stratégie sous-tendant les discussions sur les échanges commerciaux et qui vise à favoriser les accords bilatéraux avec l'Amérique centrale, les Andes, l'Inde, la Corée du Sud ?

L'article

Transmission des chocs et mécanismes d'ajustement dans le Mercosur

Allegret, J.-P. ; Sand-Zantman, A., *Revue de l'OFCE*, n° 101, 2007, 39 p.

Cet article étudie la faisabilité d'une union monétaire au sein du Mercosur dans la perspective théorique des zones monétaires optimales. L'étude s'appuie sur l'estimation d'un ensemble de modèles VAR semi-structurels incluant des variables réelles et financières internationales et domestiques pour chacune des trois principales économies de la zone. L'exercice conclut à la fragilité de ce processus d'intégration régionale. Les VARs soulignent tout d'abord la faible convergence des politiques économiques menées dans les trois pays étudiés. Les chocs nominaux - ici, les chocs de prix - conduisent en particulier à des ajustements sensiblement différents. La désagrégation de l'ensemble des chocs à l'aide d'un modèle à composantes inobservables confirme cette asymétrie des comportements en soulignant le faible poids des composantes communes, notamment pour les chocs de politique économique domestiques. Enfin, l'intégration de la variable « primes de risques » montre que les pays de la zone réagissent également très différemment à un même choc financier externe, et ce essentiellement en raison de régimes de change différents.

Organisations

Religions

L'ouvrage

Qu'est-ce que la religion ? : thèmes, méthodes, problèmes

Filoramo, G. 2007, 354 p - Cote H7.098

Ce livre étudie la religion dans une perspective scientifique. L'auteur dresse le tableau des origines des sciences de la religion au siècle des lumières, de la manière dont elles se sont construites en tant que champ disciplinaire autonome au cours du XIXe siècle et des principaux changements au cours du XXe. Après une solide introduction sur la postmodernité, la globalisation, le pluralisme, la laïcité..., l'auteur reconstitue, de manière synthétique, les étapes de la mise en place progressive des sciences des religions comme champ disciplinaire autonome et il confronte son domaine aux autres sciences humaines. Son but est de fournir au lecteur des clés historico-comparatives et historiographiques afin de comprendre la nouveauté de la situation religieuse actuelle - mais aussi la nécessité d'une contextualisation historique. Puis il traite de la typologie des religions et de leurs fonctions, avant de développer quelques thèmes sensibles : religion et violence, religion et politique.

Le rapport

L'atlas des religions

Le Monde, 2007, 194 p.

Les recompositions de l'islam ou du christianisme, la montée du sécularisme en Europe, le choc des fondamentalismes comme les nouveaux spirituels... le paysage religieux mondial connaît un véritable bouleversement. L'Atlas des religions dresse un état de l'évolution des religions dans le monde et analyse son impact sur nos sociétés afin de mieux en saisir la portée sur l'actualité nationale et internationale.

L'AGENDA

- 4-20 décembre 2007 - Conférence internationale des ONG, Paris, France
- 11-12 décembre 2007 - Forum mondial de l'OCDE, Paris, France
- 11-12 décembre 2007 - Débat de haut niveau sur les enfants, Nations unies, New York, Etats-Unis
- 18 décembre 2007 - Colloque sur le commerce équitable, La Plate Forme pour le Commerce équitable/Groupe SOS en partenariat avec l'AFD, Crédit Coopératif, villes d'Angers et Nantes, Conseil Régional du Pays de Loire et association des régions de France, Nantes, France
- 19 décembre 2007 - Assemblée générale United Nations-Students'CICG, Genève, Suisse
- 19 décembre 2007 - Conseil général de l'OMC-OMC, Genève, Suisse

L'article

Le fondement de l'expérience religieuse et sa versatilité dans le monde contemporain

Sanchez Capdequi, C. ; Carretero Pasin, E., Sociétés, n° 93, 2006, 16 p.

L'idée de religion est de nature fondamentalement sociale, car elle questionne la société dans sa cohésion et à propos de sa survie. La rationalisation moderne du monde n'a pas suffi à dissoudre la question religieuse comme archaïsme. Différents auteurs ont montré combien la société repose sur une symbolisation et la mobilisation d'un fond imaginaire qui permet de supporter et de comprendre la disparité du monde. Plus encore, on doit observer aujourd'hui une recrudescence et une pluralité de manifestations de la religiosité bien au-delà des espaces construits comme traditionnellement sacrés.

Débats sur l'aide

L'ouvrage

Ideas for Development

Chambers, R., 2005, 320 p. - **Cote R3.160**

L'auteur, un des rares critiques optimistes sur la scène du développement international, affirme qu'il y a encore de la latitude pour l'action. Il défend l'idée qu'il existe un véritable potentiel parmi les idées et certains aspects du développement qui ont été négligés, sous-évalués ou mal compris. Les pistes d'exploration possibles qui ressortent de l'ouvrage sont axées sur les principes suivants : rétrécissement du fossé entre les paroles et les actions ; réduction de l'exigence sur les capacités administratives ; recours à un minimum de règles, et une redevabilité descendante non négociable afin de transformer les relations de pouvoir ; exploration des nouvelles possibilités en termes de participation ; amélioration de la mise à niveau ; développement de l'analyse critique et de l'apprentissage pratique ; harmonisation des approches fondées sur les obligations et des approches fondées sur les droits ; réalisme des politiques en faveur des pauvres ; recherche du bien-être responsable.

Le rapport web

Aid for Trade at a Glance 2007

Development Assistance Committee (OECD) / World Trade Organization, 2007, 400 p.

L'OCDE et l'OMC ont collaboré étroitement pour élaborer un cadre de suivi de l'aide au commerce. Ce cadre comporte trois niveaux : suivi des flux d'aide au commerce, suivi des donateurs sous forme d'auto-évaluation, suivi interne des pays, sous forme également d'évaluations. Ce rapport élaboré conjointement par l'OCDE et l'OMC, propose un tableau synthétique et complet de l'aide au commerce dans le monde qui devrait permettre à l'ensemble de la communauté internationale d'évaluer ce qui a été fait, ce qui n'a pas été fait ou reste à faire, et où des améliorations sont à apporter.

L'AGENDA

- 6-7 décembre 2007 - Rencontres de la coopération décentralisée franco-burkinabe, Ouagadougou, Burkina Faso
- 11 décembre 2007 - Les défis de la mise à niveau : l'aide liée aux résultats, atelier organisé dans le cadre du Forum sur le développement mondial, Direction du Développement de l'OCDE, Paris, France
- 11-12 décembre 2007 - Forum mondial de l'OCDE/Réunion technique sur le financement du développement « fondations », OCDE, Paris, France
- 11-13 décembre 2007 - Réunion à haut niveau du Comité d'aide au développement : Fournir de l'emploi pour tous, améliorer le capital humain et la cohésion sociale et promouvoir un environnement durable, Paris, France
- 11-13 décembre 2007 - Forum des jeunes entrepreneurs sociaux, Global Knowledge Conference, Kuala Lumpur, Malaisie
- 14 décembre 2007 - Examen de l'aide par les pairs, Comité d'aide au développement, Finlande, Helsinki

L'article

Civil Society and Aid Effectiveness

Canadian International Development Agency/Advisory Group on Civil Society and Aid Effectiveness, Issues Papers, 2007, 28 p.

Ce papier explore les relations qui conditionnent la contribution des organisations de société civile (CSOs) au développement en mettant l'accent sur la question de l'efficacité de l'aide. Il vise l'amélioration de la compréhension et la reconnaissance du rôle des organisations de la société civile en tant qu'acteurs à part entière ayant leur place au sein de l'architecture de l'aide internationale ; l'engagement de ces organisations dans les débats sur l'efficacité de l'aide ; l'amélioration de la compréhension de l'applicabilité et des limites de la Déclaration de Paris pour les questions d'efficacité de l'aide pour ces organisations ; l'adoption de bonnes pratiques à l'égard des organisations de la société civile, par ces organisations elles-mêmes, par les bailleurs de fonds et par les pays bénéficiaires.

A ne pas manquer

L'ouvrage

Dynamiques entrepreneuriales & développement économique

Paturel, R., 2007, 286 p. - Cote T3.005

Dynamiques Entrepreneuriales et Développement Economique est un travail collectif qui rassemble des travaux réalisés essentiellement dans le cadre du Laboratoire ERMES (Laboratoire d'Etudes et de Recherches Méditerranéennes en Management des Entreprises). Cet ouvrage offre un éclairage original sur la problématique du développement des économies en relation avec l'entrepreneuriat. Partageant une philosophie systémique et processuelle de l'entrepreneuriat, les auteurs mettent notamment l'accent sur les dynamiques individuelles, pierre angulaire du développement économique local, régional et national. Le découpage opéré se veut respectueux d'une cohérence thématique et offre successivement aux lecteurs de voyager au cœur de la dynamique entrepreneuriale et de son accompagnement, de mieux comprendre l'essor de l'entrepreneuriat singulier et de discuter les problématiques propres à trois publics différents sur lesquels se focalise l'action des pouvoirs publics. (L'éditeur)

Le rapport web

L'avenir hypothéqué. Comment les accords commerciaux et d'investissement conclus entre les pays riches et les pays pauvres sapent le développement

OXFAM, 2007, 54 p.

Les accords de commerce et d'investissement qui sont conclus dans la plus grande discrétion entre les pays riches et les pays pauvres menacent de priver les pays en développement d'une place de choix dans l'économie mondiale. Poussés par les Etats-Unis et l'Union européenne, ces accords imposent des règles d'une portée considérable qui

placent des restrictions sévères sur les politiques dont les pays en développement ont tellement besoin pour lutter contre la pauvreté.

L'article

Le don est-il une notion de gestion ?

Dumond, J.-P., *Gérer et comprendre*, n° 89, septembre 2007, pp. 63-72

Organisation du travail et don semblent être des notions bien éloignées l'une de l'autre. La gestion vise l'efficacité, le don « dégage un parfum de religiosité ». Pourtant, ils ont en commun d'être au fondement du social. Mais comment reconnaître le don parmi les multiples formes d'échange et dans quelle mesure peut-il être un outil d'analyse pour la gestion des organisations ? Après avoir privilégié ce qu'il appelle « une approche existentielle du don », l'auteur s'appuie sur une enquête menée au sein d'un réseau ville-hôpital pour montrer que le don peut aisément s'inviter dans la dynamique des organisations. Mais peut-on vraiment gérer le don comme limite de l'ingérence de la gestion dans l'orientation des activités humaine ?

Au sommaire du prochain numéro

- DEFIS MONDIAUX : pauvreté, commerce équitable
- GEOGRAPHIES : Chine, Ghana
- ORGANISATIONS : OMC, EUROMED

Cette revue mensuelle des publications sur le développement a pour ambition de donner chaque mois, de façon synthétique, un écho particulier aux contenus scientifiques et techniques des principales revues et publications mondiales traitant les différentes dimensions du développement. Cette revue s'attache notamment à la restitution des contenus publiés par les éditeurs et revues suivantes et n'engage donc pas la responsabilité de l'AFD :

A propos Africa confidential • African business magazine • African review of money finance and banking • Afrique agriculture • Afrique éducation • Aghrymet • Bulletin Alter-agri • Alternatives économiques • Alternatives internationales • Arabies • Archimède et Léonard • Les carnets de l'Aitec • Ashgate • Assexport • Autrepart • Aventure au XXème siècle • Banque magazine • Bois et forêts des tropiques • Bulletin de l'Union européenne • Bulletin d'informations économiques et commerciales Nigéria • Bulletin du club du Sahel • Bulletin du Conseil général du Gref • Bulletin du Fmi • Bulletin du Parlement européen • Bulletin économie solidaire Ires • Bulletin Medcoop • Bulletin mensuel de la Commission des opérations de bourse • Bulletin Objectif Terre • Bulletin officiel de la Banque de France • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission d'Outre-mer (leom) • Bulletin trimestriel de l'Institut d'émission des Dom (ledom) • Bulletin tropical Cahiers/agriculture • Les Cahiers de l'Ifri • Les Cahiers de l'Outre-mer • Les Cahiers d'études et de recherches francophones • Cambridge Journal of Economies • Choix • La chronique Amnesty International • Commerce international du bois • Le Courrier de la planète • Le Courrier des Pays de l'est • Le Courrier du maire • Critique internationale • Déchets, sciences et technique • Diagogflash • Dialogue • Eau potable • Ecoliers du monde • Economia • Economica • Economie et humanisme • Economie et prévision • Economie et sociétés • Economie et statistique • Economie internationale • L'Economie politique • Economie rurale • Energie plus environnement et techniques • L'Environnement magazine, décision environnement • Revue études • Les études de la Dgcid • Etudes foncières • L'Expansion Management Review • Eyrolles • Faim et développement magazine • Far Eastern Economic Review • Finances et développement • Bulletin d'information forêt méditerranéenne • Forum du commerce international • Fraternelle • Fruitrop • Gafi - bulletin d'informations • Géopolitique • Gérer et comprendre - annales des mines • Grain de sel • Gret • L'Harmattan • Health Policy and Planning • Hérodote • Hommes & migrations • Hydro plus magazine • Industry and Environment • Infosuma • Insee première • International Rubber Digest • IRD • Journal des Communautés européennes • Journal of African Economies • Journal of Microfinance • Khartala • Lettre Africa Energy Intelligence • Lettre d'information de l'Adea • Lettre d'information de l'Eadi • Lettre de conjoncture Bnp Paribas • Lettre de la profession bancaire • Lettre de l'Atibt • Lettre de l'Isted • Lettre de l'Océan indien • Lettre de Profession politique • Lettre de transparence • Lettre du blanchiment • Lettre du Cean • Lettre du Cepii • Lettre du Sahel • Lettre Gereso • Lettre mensuelle d'Equilibre et populations • Lettre mensuelle leom • Lettre mensuelle ledom • Liaisons énergies francophonie • Litec • Maghreb sélection • Marchés des céréales • Marchés du riz • Le Marin • Middle East Economic Digest • Mining journal • Le Moci • Le Moniteur des travaux publics et du bâtiment • Nord- Sud Export • Les Notes bleues de Bercy • Note de conjoncture de l'Insee • Notes et études documentaires • Notes rapides de l'aurif • Les Nouvelles calédoniennes • Les Nouvelles d'Addis • Nouvelles de l'Uit • Nouvelles du sud • Nouvelles économiques et financières de Tunisie • Les Nouvelles de l'Office international de l'eau • L'Observateur de l'Ocde • Observations et diagnostics économiques • Ocde • Oil World • Option finance • Péninsule • Perspectives de l'alimentation Fao • Perspectives économiques de l'Ocde • Pétrole & gaz informations • Peuples en marche • Politique africaine • Politique étrangère • Problèmes économiques • Repères émergents • Revue Cambodge actualités • Revue d'économie du développement • Revue d'économie financière • Revue d'économie industrielle • Revue d'économie politique • Revue de la stabilité financière • Revue des concessions et délégations de service public • Revue des transports urbains • Revue des questions humanitaires • Revue du Trésor • Revue économique et sociale • Revue humanitaire • Revue Tiers monde • Rice Situation and Outlook Report • Santé et travail • Savings and Development Sciences • Journal sécheresse • Small Enterprise Development Journal • Sociétal • Sugar and sweetener • Syfia international • Systèmes solaires • Techniques financières et développement • Techniques culturelles simplifiées • Transports urbains • Transport international Urbanisme • Vietnam Investment Review • Villes en développement • Vivre autrement • World Bank Economic Review • World Bank Research Observer • World Development • World Economic and Financial Surveys • World Economic Outlook.

Directeur de la publication : Jean-Michel SEVERINO

Responsable de la rédaction : Véronique SAUVAT

Coordination : Chantal SARALLIER, Véronique SAUVAT

Réalisation : Hadj LAKHAL, Daniel LAMORLETTE, Annie LOPEZ-PORTZERT, Chantal SARALLIER, Sylvie SCIANCALEPORE

Graphisme : Solange Münzer • **Saisie/mise en page :** Francine GILBERT

ISSN 1776-1069

Pour contacter RCH/AGC : 01 53 44 36 43